

2012, France Nature Environnement s'engage dans la campagne !

Les élections présidentielles et législatives ne peuvent se faire sans qu'on entende la voix des associations citoyennes de protection de la nature et de l'environnement. France Nature Environnement vous présente ses principales propositions, issues de l'Appel des 3000 pour un Contrat environnemental.

UN DIAGNOSTIC QUI FONDE L'APPEL DES 3000 POUR UN CONTRAT ENVIRONNEMENTAL

La crise que nous subissons tous, résultant d'un mode fonctionnement à crédit, est économique mais aussi écologique. Notre mode de gouvernance ne répond pas de manière satisfaisante à ces enjeux globaux et de long terme. Si nous voulons sortir de ces crises conjuguées, il nous faut nous engager résolument dans la transition écologique de la société pour construire la France, l'Europe et le monde de demain.

Le profond changement de modèle auquel nous aspirons et les réponses à apporter doivent être partagés et portés par les citoyens. Nous appartenons à un système vivant unique et irremplaçable, notre planète. Le moment est venu d'écrire un nouveau contrat environnemental, pour dépasser les crises et regarder vers l'avenir.

Le mouvement France Nature Environnement lance l'Appel des 3000 pour inviter les candidats aux élections de 2012 à s'engager sur la voie du Contrat environnemental, et propose un ensemble de mesures concrètes pour sortir des crises.

A l'approche d'échéances électorales qui vont engager l'avenir du pays pour les cinq années à venir et au-delà, une vaste opération est organisée au sein du mouvement France Nature Environnement. Son objectif : présenter aux candidats aux élections présidentielles et législatives des solutions réalistes et réalisables pour sortir des crises écologique et économique, solutions qui pourront être mises en œuvre dès le début du prochain quinquennat. Cette implication positive de plusieurs centaines de militants appelle des réponses de la part des candidats à ces élections.

LES CHANTIERS PRIORITAIRES

Dans cet Appel des 3000, FNE identifie trois chantiers prioritaires, pour lesquels l'urgence est criante et présente un certain nombre de propositions d'ordre structurel, permettant de s'organiser pour être en mesure de mener à bien la transition écologique.

Pour une agriculture proche de nous, au service d'une alimentation de qualité

Les Français s'interrogent de plus en plus sur le contenu de leurs assiettes, souvent avec raison. Notre système agricole doit changer pour une agriculture de proximité, respectant la nature et assurant des revenus suffisants aux agriculteurs.

- Au niveau communautaire, FNE demande la réorientation des aides de la **politique agricole commune** vers une agriculture soutenable et liée au territoire ;
- Pour s'orienter vers **un modèle agricole qui préserve les capacités de production et donc l'avenir des agriculteurs**, FNE demande la réduction de 50%

de l'utilisation de **pesticides d'ici 2018**, la conversion d'au moins 20 % de surfaces agricoles en **agriculture biologique** d'ici 2020 et la diversification des assolements combinée à l'abandon des monocultures intensives pour **économiser 30% de l'eau** utilisée en agriculture.

- Pour développer **une agriculture de proximité**, FNE demande l'établissement de ceintures nourricières autour des villes et le développement de circuits de proximité grâce à des aides financières.

Et aussi : l'interdiction de l'utilisation des OGM dans l'alimentation animale, des mesures efficaces pour s'attaquer aux causes de la prolifération des algues vertes, l'obligation dans toutes les exploitations agricoles d'avoir une part de 10 % de la surface dédiée à la nature, supprimer les incitations financières au développement des agrocarburants ...

Pour cesser le gaspillage du patrimoine naturel et créer des emplois

Le monde qui se dessine est celui d'une abondance de la force humaine et d'une rareté des ressources naturelles. Surexploitées, les ressources naturelles se raréfient, provoquant une augmentation du coût des matières premières. En France, l'artificialisation des terres est une menace majeure pour la nature : actuellement, l'équivalent d'un département est artificialisé tous les 7 ans. Des outils efficaces de lutte contre l'étalement urbain et pour la préservation de la biodiversité doivent être mis en place. Le système fiscal doit changer pour favoriser le travail et décourager le gaspillage des ressources premières.

- FNE propose un **objectif de zéro artificialisation nette du territoire en 2025** avec comme outils pour l'atteindre, une agence nationale de réduction de l'artificialisation qui répartirait des autorisations annuelles d'artificialisation et une éco-contribution biodiversité pour financer la lutte contre l'artificialisation et la restauration des continuités écologiques (trame verte et bleue...);
- Pour dynamiser les activités économiques dans les territoires, FNE souhaite le développement **de l'économie de proximité et l'écoproduction**, sources d'emplois non délocalisables, via une réduction de la fiscalité sur les activités liées, la généralisation de l'étiquetage environnemental, l'allongement des garanties de durée de vie des produits, la formation aux métiers verts et des aides aux collectivités qui privilégient les activités économiques inscrites dans leurs territoires.

Et aussi : l'arrêt de la construction d'infrastructures coûteuses et souvent peu utiles comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou le projet de piste longue d'aéroport à Mayotte, la compatibilité des documents d'urbanisme avec la Trame Verte et Bleue

Pour changer de modèle énergétique

Beaucoup de Français souffrent de la précarité énergétique et des augmentations du prix de l'énergie. En parallèle, la catastrophe de Fukushima nous a rappelé qu'en matière de nucléaire le risque zéro n'existe pas. L'urgence d'un changement de modèle énergétique n'est plus contestable, avec pour priorité la sobriété énergétique.

- FNE demande la création d'un **fonds d'efficacité énergétique** permettant d'injecter 20 milliards d'euros pour assurer notre suffisance et indépendance en

énergie, en finançant notamment la rénovation et l'isolation thermique des bâtiments ;

- Pour progresser vers la **sobriété énergétique**, FNE demande la réorganisation de la mobilité des biens et des personnes, en privilégiant les circuits de proximité, le transport de marchandises par les voies navigables et ferroviaires et en poursuivant le développement des transports doux.
- Pour rééquilibrer le mix énergétique et assurer notre indépendance et notre sécurité, FNE demande la **sortie du nucléaire d'ici 2035**, ce qui permettrait de développer un savoir français du démantèlement des centrales, valorisable à l'étranger. FNE demande également le **développement harmonieux des énergies renouvelables**, en réaffectant les fonds publics jusque là dédiés au nucléaire, en aidant la structuration des filières et en garantissant des tarifs de rachat suffisants.

Et aussi : l'interdiction de l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels sur le territoire national, l'arrêt de la construction des EPR de Penly et Flamanville...

LES MESURES STRUCTURELLES

Au-delà de ces trois chantiers prioritaires, la transition écologique de la société ne pourra se faire sans :

- *une méthode de dialogue environnemental,*
- *une organisation des gouvernements national et territoriaux qui traduise la priorité donnée à la transition écologique*
- *des moyens financiers (la crédibilité d'une promesse tient beaucoup aux moyens à mobiliser pour financer sa mise en œuvre...)*

Donner un nouvel élan à la démocratie

Dans un pays où les institutions sont remises en cause, il est indispensable de rénover la démocratie grâce à l'organisation d'un dialogue environnemental, réunissant l'ensemble des acteurs : syndicats, entreprises, élus, administration et représentants des associations de protection de l'environnement. Il est par ailleurs nécessaire qu'au sein du Gouvernement, l'environnement prenne toute sa place, non pas sectorielle, mais dans une approche transversale.

- Pour un débat démocratique vivant et équilibré, FNE demande l'instauration d'un **agenda environnemental** pour une négociation démocratique continue sur les enjeux environnementaux, comme cela existe pour les enjeux sociaux et la création d'un statut de « **délégués environnementaux** » pour donner aux défenseurs de l'environnement la capacité de porter efficacement leur parole dans le cadre d'un dialogue équitable entre les diverses parties prenantes ;
- Pour que les citoyens aient les moyens d'être acteurs du débat environnemental, FNE demande un programme d'éducation populaire à la consommation

responsable et à la préservation de la nature et de l'environnement et l'enrichissement des démarches participatives.

Et aussi : une meilleure information des citoyens sur les enjeux environnementaux, l'enrichissement des démarches participatives, une meilleure protection des lanceurs d'alerte et la création de l'action de groupe.

Orienter l'action politique

Pour mener des politiques environnementales efficaces, l'Etat doit être organisé de manière à traiter cette problématique de manière transversale. Il doit également être moteur au niveau européen.

- FNE demande également une **feuille de route de la transition écologique** pour chaque ministère.
- Pour une mise en œuvre rapide de ces propositions, FNE demande une loi pour la transition écologique, complétée par la loi de finances pour 2013.
- Au niveau international, FNE demande la création d'une organisation mondiale de l'environnement au sein de l'ONU, l'adoption d'une feuille de route « océans » pour donner un cadre légal aux activités humaines, notamment en haute mer et la reconnaissance par l'OMC du principe « pollueur-payeur ».

Une nouvelle donne économique pour financer la transition écologique

Des investissements ciblés et de long terme sont nécessaires pour l'efficacité énergétique, la production d'énergie renouvelable, les transports durables, une agriculture soutenable, la protection de la biodiversité et la sobriété dans la consommation des matières premières.

- Pour les financer sans aggraver la dette publique, FNE demande la mise en place d'un **système paritaire de protection environnementale** qui recueillerait le fruit d'éco-contributions sur les pollutions, les risques industriels ou les atteintes à la biodiversité et les redistribuerait aux acteurs de la transition écologique;
- FNE demande le **verdissement de la fiscalité** (élargissement de la taxe sur les activités polluantes notamment) et l'**écoconditionnalité des aides publiques** pour financer les éco-investissements et réduire les comportements polluants.

Et aussi : l'instauration d'un système d'euro-bonds spécifiquement pour les investissements de longue durée (par exemple l'isolation des bâtiments) et la suppression des subventions publiques défavorables à l'environnement.

Retrouvez l'intégralité des propositions de FNE et signez l'Appel des 3000 sur fne.asso.fr